Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 38 (2001)
Heft: 1473

Artikel: Allégement fiscal : le fisc fédéral n'est qu'au troisième étage
Autor: Gavillet, André
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1010521

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Un simple pavé dans la mare

Un petit groupe de socialistes bernois, emmené par la conseillère nationale Simonetta Sommaruga, a convoqué la presse, la semaine dernière, au sommet du Gurten, ravissante colline surplombant la ville de Berne. Leur objectif: provoquer un large débat «constructif» sur la politique du parti socialiste suisse.

Question provocation, c'est réussi. Le «Manifeste du Gurten» aligne dix propositions qui claquent comme des slogans. La méthode est simple. Il s'agit de prendre toutes les thèses du parti socialiste à rebrousse-poil. Le PSS s'est prononcé, dans ses programmes successifs, pour un Etat fort et redistributeur? Le groupe de Gurten condamne une politique d'assistance «qui conduit à la paralysie de la responsabilité individuelle». Un Congrès national a adopté des thèses sur le service public? On les jette aux orties pour défendre une «complémentarité entre le marché et l'Etat». Le PSS défend une politique d'accueil des étrangers respectueuse des dignités humaines? Le «Manifeste du Gurten» préconise «une limitation de l'immigration». Le parti socialiste vient de présenter un projet de baisse d'impôt pour les familles? Ne chipotons pas et défendons une baisse d'impôt généralisé. Le «Manifeste du Gurten», c'est donc «dis-moi ce que pense la gauche traditionnelle et je te dirai ce que je ne suis pas».

La dialectique interne n'est pas infructueuse; au contraire. Pour autant que l'on débatte sur des propositions

Et la forme suit le contenu. Le groupe de Gurten cède sans frémir aux impératifs du marketing politique moderne. Privilégier le coup médiatique, le débat clinquant aux questions de fond. Une conférence de presse dans un lieu symbolique, une stratégie d'affrontement public, une conseillère nationale qui personnalise le clan. Une prise de position-surprise, indépendante de l'appareil socialiste mais tout de même invitant la présidente Christiane Brunner à la présentation de ce mini-programme. Voilà la politique spectacle: un décor, de bons acteurs bien profilés et une invitée en guest-star.

Ce pavé, jeté ostentatoirement dans la mare socialiste, est improductif. Il cristallise les antagonismes et du coup fige les tendances et les sensibilités linguistiques jusqu'à la caricature. Cette provocation, somme toute assez creuse, invite aux anathèmes de tous bords et contraint les divers courants existant au sein du PSS à s'exclure du champ de la social-démocratie, les uns par déviance gauchiste, les autres par déviance néolibérale. Ce n'est plus l'échange des idées, c'est la guerre des tranchées. Et à ce rythme, le champ de bataille risque d'être déserté.

L'exercice démocratique mérite mieux qu'un débat à l'emporte-pièce, par conférence de presse interposée. Le parti socialiste s'est doté de structures internes qui permettent une clarification des idées et des propositions. Simonetta Sommaruga et ses camarades souhaitent débattre. Tant mieux. Mais qu'ils le fassent dans des lieux qui garantissent la qualité des échanges et des discussions.

Le PSS est vraisemblablement en panne d'idées et d'unité. Comme d'ailleurs la plupart des partis politiques de ce pays, chahutés par des courants divergents. Quels sont les nouveaux facteurs d'inégalité et de précarité, où se cachent les enjeux de pouvoir, quelle fiscalité permettrait de répartir au mieux les richesses, comment répondre à l'évolution démographique, quel avenir voulons-nous donner aux assurances sociales et aux services publics? Sur toutes ces questions, la dialectique interne n'est pas infructueuse; au contraire, elle est nécessaire. Pour autant qu'elle ne cède ni aux corporatismes certes, mais ni, non plus, aux modes libérales ou encore au simple clientélisme qui consiste à dire aux gens ce qu'ils ont envie d'entendre. Il s'agirait plutôt de pouvoir débattre sur des propositions concrètes et argumentées. Des conditions que le «Manifeste du Gurten» ne remplit pas. *gs*

Allégement fiscal

Le fisc fédéral n'est qu'au troisième étage

Interrogé sur les affaires pendantes à charge de son département, le conseiller fédéral Kaspar Villiger a répondu en ces termes aux reproches de la gauche sur l'allégement de l'imposition du couple et des familles qui ne profitent qu'aux plus riches.

«17 % de tous les contribuables ne paient aujourd'hui aucun impôt fédéral direct; après la réforme, ce sera un tiers. On ne peut pourtant pas décharger des gens qui de toute façon ne paient pas un centime.» (*Neue Zürcher Zeitung* du 11 mai 2001)

Ce qu'il oublie, c'est que ces gens qui ne paient pas un centime au fisc fédéral paient des impôts souvent lourds, même pour de très petits revenus, au fisc cantonal et communal. L'allégement de l'imposition fédérale, par exemple une déduction en francs pour les enfants, peut être transformé, si le contribuable n'est pas taxé par le fisc fédéral, en crédit d'impôt à faire valoir (comme pour l'impôt anticipé) sur les impôts cantonaux.

Cette possibilité de prendre en considération les trois impositions superposées devrait intéresser à la fois la gauche et les fédéralistes, du moins si l'on en croit leurs déclarations de principe. *ag*